

ACIFE

44 rue Louveau

92 320 Chatillon

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice 2019

ACIFE
44 rue Louveau
92320 CHATILLON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2019

Aux membres de l'association ACIFE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACIFE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont arrêtés par le conseil d'administration le 14 décembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables, sur l'exhaustivité des cotisations et la correcte valorisation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association constate la valorisation de ses créances selon les modalités décrites dans la note « Créances et dette » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association ACIFE, sur la base des éléments disponibles à ce jour.

Vérification du rapport d'activité, et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la direction et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 14 décembre 2020

Florence GEMINIEN Commissaire aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Paris

pain

1

Bilan Actif

			31/12/2019		31/12/2018
	Etat exprimé en euros	Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	IMMOBILIS ATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement Frais de recherche et de développement Concessions brevets droits similaires Fonds commercial (1) Autres immobilisations incorporelles Avances et acomptes	5 702	5 702		
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILIS ATIONS CORPORELLES Terrains Constructions Installations techniques,mat. et outillage indus. Autres immobilisations corporelles Immobilisations grevées de droits Immobilisations en cours Avances et acomptes	116 630	104 773	11 858	17 866
ACT	IMMOBILIS ATIONS FINANCIERES (2) Participations évaluées selon mise en équival. Autres participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières	21 855		21 855	21 855
	TOTAL (I)	144 188	110 475	33 713	39 721
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS Matières premières, approvisionnements En-cours de production de biens En-cours de production de services Produits intermédiaires et finis Marchandises Avances et Acomptes versés sur commandes CREANCES (3) Créances usagers et comptes rattachés Autres créances VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DIS PONIBILITES	303 038 96 469 64 833	51 860	251 178 96 469 64 833	214 851 48 359
Ž	Charges constatées d'avance	45 761		45 761	41 106
S DE	TOTAL (II)	510 100	51 860	458 240	412 362
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III) Primes de remboursement des obligations (IV) Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	654 288	162 335	491 953	452 083

⁽¹⁾ dont droit au bail

- (2) dont à moins d'un an
- (3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

Dons en nature restant à vendre

- autorisés par l'organisme de tutelle

Association ACIFE Page :

Bilan Passif

BEWIZ

	Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018
	Fonds propres Fonds associatifs sans droit de reprise Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation Réserves Report à nouveau	264 543	257 683
_	Résultat de l'exercice	(36 372)	6 860
atif	Total des fonds propres	228 171	264 543
oci	Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées Total des autres fonds associatifs		
		220.474	261.712
×	Total des fonds associatifs	228 171	264 543
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	17 757	15 979
Prov	Total des provisions	17 757	15 979
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTES D'EXPLOITATION		1
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	118 829 76 720	69 931 67 114
	DETTES DIVERSES Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	50 475	34 516
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	246 025	171 561
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	491 953	452 083
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes (1) Dont à moins d'un an (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP AGEMENTS DONNES	(36 371,86) 246 025	6 859,92 171 561 1
01	= = = = = = = = = = = = = = = = = = =		

Compte de Résultat

	Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018
		12 mois	12 mois
ITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués Prestations de services Productions stockée	1 013 289	834 035
D'EXPLOI	Production immobilisée Subventions d'exploitation Dons Cotisations	30 000	30 000
PRODUITS D'EXPLOITATION	Legs et donations Autres produits de gestion courante Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	91 1 180 12 828	42 1 977 12 359
	Autres produits Total des produits d'exploitation	1 057 388	878 414
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats Variation de stock Autres achats et charges externes Impôts, taxes et versements assimilés Rémunération du personnel Charges sociales Subventions accordées par l'association Dotation aux amortissements et dépréciations	773 740 8 423 223 321 76 312 6 008	565 581 9 394 219 597 88 058
CHARG	Dotation aux provisions Autres charges Total des charges d'exploitation	1 778 2 327 1 091 911	4 940 893 554
Produits financiers	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Intérets et produits financiers Dotation aux amortissements et aux dépréciations	(34 523)	(15 140)
Charges financières	Intérets et charges financières 2 - RESULTAT FINANCIER	2	
Chs	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1+2)	(34 522)	(15 140)
	Produits exceptionnels Charges exceptionnelles	1 850	22 000
	 4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL Impôts sur les sociétés (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées 	(1 850)	22 000
	TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES	1 057 389 1 093 761	900 414 893 554
	EXCEDENT ou DEFICIT	(36 372)	6 860
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS Bénévolat Prestations en nature	12 500 12 500	12 500 12 500
LUATION DES CONTRIBUTI VOLONTAIRES EN NATURE	Dons en nature		
EVALUAT	CHARGES Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens et services Personnel bénévole	12 500 12 500	12 500 12 500
oxed	15-5-5-5-1-5-5		

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 491 953 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 1 057 389 euros et un total **charges** de 1 093 761 euros, dégageant ainsi un résultat de -36 372 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019. Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Page:

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

<u>Créances et dettes</u>

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise au cours de l'exercice, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Provision pour indemnités de fin de carrière

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée comme suit :

- Les droits acquis par les salariés ont été calculés conformément au Code du Travail en fonction de leur ancienneté.
- Le montant de l'indemnité est calculé sur la base du salaire mensuel moyen des 12 derniers mois revalorisé au taux de 2.5% par an,
- Un coefficient de probabilité de départ à terme a été appliqué au montant des droits acquis des salariés en fonction du nombre d'années restant à effectuer,
 - L'indemnité finale est actualisée au taux de 4%.

Page:

(

Immobilisations

		Valeurs	Mouvements de l'exercice			Valeurs	
		brutes début		entations	1	utions	brutes au
	Etat exprimé en euros	d'exercice	Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	31/12/2019
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
ORPO	Autres	5 702					5 702
INC	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 702					5 702
	<u> </u>				1		
	Terrains Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agenct aménagement						
CORPORELLES	Instal technique, matériel outillage industriels Instal., agencement, aménagement divers Matériel de transport	82 900					82 900
CORPC	Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations grévées de droits Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	33 730					33 730
	TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	116 630					116 630
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence Autres participations Autres titres immobilisés						
INAN	Prêts et autres immobilisations financières	21 855					21 855
F	TO TAL IMMO BILISATIONS FINANCIERES	21 855					21 855
	TO TAL	144 188					144 188

BEWIZ As

Association ACIFE

Page:

7

Amortissements

		Amortis s ements début	Mouvements d	le l'exercice	Amortis s ements au
	Etat exprimé en euros	d'exercice	Dotations	Diminutions	31/12/2019
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement Autres	5 702			5 702
INCOR	TOTAL IMMOBILIS ATIONS INCORPORELLES	5 702			5 702
CORPORELLES	Terrains Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement Instal technique, matériel outillage industriels Autres instal., agencement, aménagement divers Matériel de transport Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations grevées de droits	66 928 31 836	5 060 948		71 988 32 785
	TOTAL IMMOBILIS ATIONS CORPORELLES	98 764	6 008		104 773
	TOTAL	104 466	6 008		110 475

ANNEXE - Elément 4

Provisions

	Etat exprimé en euros	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
ES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
CNTE	Provisions pour investissement				
EMI	Provisions pour hausse des prix				
REGI	Provisions pour amortissements dérogatoires				
I SNC	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
PROVISIONS REGLEMENTEES	Provisions autres				
PRO	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretien et grandes révisions Pour chges sociales et fiscales sur congés à pay er Autres	15 979	1 778		17 757
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	15 979	1 778		17 757
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations corporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	51 860			51 860
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	51 860			51 860
	TOTAL GENERAL	67 839	1 778		69 617
	t dotations reprises - d'exploitation - financières - exceptionnelles		1 778		
	s mis en équivalence : montant de la dépréciation à la egles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.	clôture de l'exercice calc	ulée selon		

Emprunts dettes associés (personnes physiques)

Créances et Dettes

	Etat exprii	mé en euros	31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations Prêts Autres immobilisations financières Clients douteux ou litigieux Autres créances clients Créances représentatives des titres prêtés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux Impôts sur les bénéfices Taxes sur la valeur ajoutée Autres impôts, taxes versements assimilés	ine on curos	21 855 303 038 65	303 038 65	21 855
	Divers Groupe et associés Débiteurs divers Charges constatées d'avance TOTAL DES	S CREANCES	80 077 45 761 467 122	80 077 45 761 445 267	21 855
	Prêts accordés en cours d'exercice Remboursements obtenus en cours d'exercice Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	ues)			

	L	31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
- 1	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	118 829	118 829		
	Personnel et comptes rattachés	55 350	55 350		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 370	21 370		
된	Impôts sur les bénéfices				
DETTES	Taxes sur la valeur ajoutée				
3	Obligations cautionnées				
_	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	50 475	50 475		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	246 025	246 025		

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2019	31/12/2018
Dons en nature		
Prestations en nature		
Mise a disposition locaux	12 500	12 50
	12 500	12 50
Bénévolat		
Tota	12 500	12 50
Répartition par nature de charges	31/12/2019	31/12/2018
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Mise à disposition locaux	12 500	12 50
	12 500	12 50
Prestations	12 500	12 50
Prestations	12 500	12 50
Prestations	12 500	12 50
Prestations	12 500	12 50
Prestations	12 500	12 50
Prestations Personnel bénévole	12 500	12 50
	12 500	12 50
	12 500	12 50
	12 500	12 50
	12 500	12 50

ACIFE44 rue Louveau
92320 CHATILLON

Rapport spécial du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31/12/2019

Aux membres de l'Association,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre Association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisée ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, j'ai été informée que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé.

Objet : Mise à disposition d'un appartement pédagogique situé au 5 allée Vauban

à Chatillon (92320) à titre gratuit. Cette mise à disposition a été évaluée à

12 500 euros/an.

Membre du conseil d'administration concerné : Monsieur le Maire de Chatillon

Fait à Paris, le 14 Décembre 2020

Florence GEMINIEN Commissaire aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Paris

